

OFIPRESSE

OFFICE ISRAELITE DE PRESSE ET DE DOCUMENTATION

19, rue des Chartreux, Bruxelles

Tél. : 11.30.59 - C. c. p. 751903

BULLETIN HEBDOMADAIRE

Toutes les informations qui figurent dans ce bulletin peuvent être reproduites en entier ou partiellement, avec ou sans indication de source. — Elles ne peuvent faire l'objet de la perception d'aucun droit. — Les articles signés n'engagent que la responsabilité de leur auteur, et ne reflètent pas nécessairement le point de vue d'Ofipresse. — Ils peuvent être publiés dans les mêmes conditions que les informations, sans copyright ni redevance quelconque.

N° 23

12 octobre 1945

AU TEMPS DE L'OPPRESSION. — Nous terminons dans ce numéro la publication régulière de cette rubrique où nous avons consigné, dans un compte-rendu objectif et succinct, l'activité poursuivie en Belgique par un certain nombre de personnalités et institutions, en vue de contrecarrer les mesures antisémites prises par les Allemands.

LE COMITE DE DEFENSE DES JUIFS.

Le Comité de Défense des Juifs s'est constitué en juillet 1942 dans certaines villes du pays (Bruxelles, Charleroi, Liège) sans que chaque organisme ait pris préalablement contact avec les autres. Cette action s'est imposée à la suite de l'aggravation des mesures prises par l'occupant contre les Israélites et elle est née soit spontanément soit à l'initiative ou avec le concours des sections locales du Front de l'Indépendance.

C'est ainsi qu'à Bruxelles, le F.I. délégua au C.D.J. Emile Hambresin, ancien rédacteur de l'Avant-Garde et président du Comité Belge contre le Racisme.

La première réunion groupait huit personnes: outre M. Hambresin, MM. Hellendaël, Jospa, Mandelbaum, Nykerk, Rotkel, Werber et Perelman. Les deux derniers échappèrent aux griffes de la Gestapo. Des six autres, qui furent déportés, MM. Jospa et Mandelbaum, seuls, sont rentrés des camps de concentration.

A la section de Charleroi, des principaux dirigeants, MM. Katz et Broder, le premier fut également appréhendé, envoyé en Allemagne et a disparu.

A Liège, le mouvement avait pour animateurs, MM. Wolf, Federman et M. l'avocat Vandenberg qui, arrêté et déporté aussi, n'a plus donné de ses nouvelles depuis la libération.

La section d'Anvers fut créée en 1943. Elle fut dirigée par M. Flam, aidé, entre autres, de Mme Castermans, pour la section de l'Enfance. La quasi-unanimité des membres de ce comité furent arrêtés en séance.

Furent échapper MM. Molter et Monastir, celui-ci ayant dû son salut à sa libération de la caserne Dossin, à Malines.

Les activités du C.D.J. se répartirent en deux sections: 1°) missions politiques et de propagande; 2°) interventions pratiques de natures diverses. La section politique et de propagande s'attacha notamment à encourager la population juive à opposer une résistance active aux ordonnances ennemies et aux initiatives de l'Association des Juifs en Belgique créée par les Allemands, dans la mesure où cet organisme était amené à prêter son concours à l'exécution des décrets de l'occupant. Les membres de la section s'efforcèrent, en particulier, d'influencer les dirigeants de l'Association des Juifs en Belgique, afin de les empêcher de se soumettre à ses directives.

D'une manière générale, ils s'opposèrent par tous les moyens à une collaboration quelconque, surtout dans le domaine économique, des éléments hésitants et douteux, même si cette collaboration devait constituer une protection contre la déportation.

C'est encore cette section du C.D.J. qui assura l'édition des périodiques clandestins "Le Flambeau" et "De Vrije Gedachte".

La tâche essentielle de la section affectée aux interventions pratiques fut le sauvetage des enfants. Une sous-section spéciale s'occupa, en particulier, de leur situation, en collaboration avec Mlle Nèvejean, directrice générale de l'Œuvre Nationale de l'Enfance. Dirigée d'abord par M. Héber, puis par Mme Emile Allard, cette sous-section compta parmi ses collaboratrices les plus actives Mme Jospa (connue sous le pseudonyme de Mme Jaspar), Mme Moens (Mme Brigitte), Mlle Sterno (Mlle Jeanne) et Mme Castermans, à Anvers.

Les petits Israélites menacés furent placés chez des particuliers et dans des institutions laïques et religieuses. De fausses identités leur furent données, dans ces derniers cas. Au total, pendant l'occupation, 2.100 enfants ont été sauvés par le C.D.J., qui a assuré leur pension et leur entretien complets.

Dans le cadre de cette activité, fut organisé par Mme Perelman, un service de marraines qui s'occupa en particulier des visites aux enfants et qui groupait entre autres, Mes De Groott, Lameere, Olbrechts, Snoeck, etc... épouses de professeurs de l'Université de Bruxelles.

L'action du C.D.J. en faveur des adultes s'exerça en premier lieu par la fourniture de faux papiers, aux Juifs d'abord, puis à des sujets hollandais désirant séjourner ou passer en transit en Belgique, enfin, aux réfractaires. Ces interventions se perfectionnèrent, dans la suite, par des inscriptions officielles aux registres de la population de certaines communes. Environ 30.000 personnes ont bénéficié de ce service.

Pour faire échapper les adultes aux recherches de l'occupant, la Section se soucia d'autre part de les placer, notamment comme domestiques.

L'aide pécuniaire qu'il était indispensable d'assurer aux Juifs traqués s'affirma de plus en plus importante. Elle fut

apportée à 10.000 personnes approximativement, et fut distribuée de différentes façons, le plus souvent à l'endroit où elles se cachaient. Cette assistance put être accentuée après le voyage de M. Nykerk en Suisse - dont nous avons parlé dans un récent numéro - puis, en 1944, lorsque fut constitué un Comité financier comprenant Mlle Nèvejean, MM. E. Allard, D. Ferdman et J. Kels.

Dans l'ensemble, pendant l'occupation, le budget du Comité de Défense des Juifs - dont l'action fut unifiée pour toute la Belgique en juillet 1943 - atteignit 48 millions de francs.-

Si les secours en espèces ne purent pas être aussi importants que le Comité l'eût désiré, en raison du nombre d'intéressés, il y fut suppléé par d'autres interventions, notamment par l'octroi de colis (avec la collaboration de la Croix-Rouge de Belgique et du Secours d'Hiver) et de timbres de ravitaillement.

Cette seconde section du CDJ s'occupa, d'autre part, d'intercepter les dénonciations à la Gestapo, à la Feldgendarmérie et à la Werbestelle et d'avertir ceux qui en étaient victimes.

Elle contribua activement, en outre, à la réalisation de l'attentat contre le train de Malines, que nous avons relaté dans un article antérieur.

Citons encore parmi les personnes qui apportèrent leur concours vigilant aux initiatives du Comité, MM. Bartz, actuel chargé d'affaires de Pologne en Belgique, Orbach et Wolman, MM. Bolle et Van Praag, qui furent tous deux arrêtés et incarcérés à Breendonck, puis à Buchenwald.

Le Comité de Défense des Juifs a été activement aidé dans sa tâche par différentes organisations juives de secours, telles que le Secours Mutuel, le Secours Populaire, le Secours Sioniste et Solidarité Juive.

Il nous serait difficile de mentionner les noms de tous ceux qui prirent une part directe aux différentes actions du Comité: ils sont plus de trois cents. Ceux qui lui apportèrent leur collaboration indirecte ou temporaire se chiffrent par milliers. En fait, toutes les couches de la population, qui se sentaient étroitement solidaires des Israélites persécutés, s'attachèrent à atténuer leur peine. C'est ainsi que dans cette vaste entreprise de fraternité humaine, l'on retrouvait côte à côte ecclésiastiques et libres-penseurs, bourgeois, ouvriers et paysans.

Ceci nous appelle à conclure.

Lorsque nous avons ouvert, avec notre premier numéro, la rubrique "Au temps de l'oppression", notre dessein n'était pas - et ne pouvait être - de distinguer, sans exception, toutes les institutions, toutes les femmes et tous les hommes qui firent la preuve de leurs qualités humanitaires en apportant leur aide aux Israélites.

Nous n'avons pu mettre qu'un certain nombre d'entre eux à l'honneur, à titre exemplatif. Tous les autres voudront bien nous excuser. Leur action, leur œuvre ont été définies et saluées collectivement dans la série d'articles que nous avons

Postwar

- 4 -

consacrés à cette matière.

Il nous reste à émettre un vœu.

Le Gouvernement fait actuellement dresser la liste de toutes les personnes qui se sont distinguées par leur activité patriotique sous l'occupation, en vue de leur attribuer des distinctions honorifiques.

Nous formulons l'espoir que cette liste comprendra les noms de tous ceux qui se sont particulièrement dévoués pour contrecarrer les mesures de détermination et de persécution raciales de l'ennemi. Nous demandons à cet égard, que les instances compétentes se réfèrent à un organisme spécialement qualifié pour leur signaler les citoyens qui se sont dévoués et exposés pour sauver les Juifs de la déportation, de la torture et de la mort.

La tâche d'épuration est, au sein d'une nation qui sort de la plus rude tourmente, un grand devoir civique. Un devoir de civisme non moins important est de récompenser tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, ont bien mérité de la patrie et de l'humanité.

LA QUESTION DES NATURALISATIONS.

L'on se demande communément où en est la question des naturalisations en Belgique.

Il a été annoncé, naguère, que des dispositions spéciales seraient prises en faveur des intéressés dont l'activité, pendant la guerre, justifierait des dispositions spéciales en cette matière.

Comment faut-il interpréter cette mesure?

En principe, on le sait, toute naturalisation est accordée par une loi. Aucune législation de caractère général n'est donc nécessaire pour décider d'une procédure de priorité ou d'exception, dans le cas présent.

La Commission des naturalisations de la Chambre des Représentants, a fait connaître, il y a quelque temps, son point de vue à cet égard. Elle a estimé que la nationalité belge devait être accordée avec le bénéfice d'une abréviation des formalités aux étrangers qui en feraient la demande et qui ont apporté une contribution active, pendant les hostilités, dans les rangs des armées belge ou alliées, dans les services de renseignements ou d'évasion, dans la résistance, le sabotage, etc...

En outre, la dispense des droits d'enregistrement leur sera offerte.

Aucune naturalisation n'a été octroyée depuis le début des hostilités.

Un certain nombre de dossiers sont à l'instruction. Il en est dont l'examen est déjà terminé.

La Commission des Naturalisations estime néanmoins que leur nombre est encore trop réduit pour qu'il soit permis de statuer immédiatement, ce qui entraînerait l'obligation de recommencer la procédure peu de temps après pour un nouveau